

CHOSSES VÉCUES...

QUATRIÈME LETTRE:

Sur la situation politique de la Russie

Les sciences humanitaires - sociologie, économie, politique, droit, etc... - souffrent d'un vice fondamental les privant de la signification qu'elles pourraient avoir dans la vie sociale: elles opèrent avec une série de notions substantielles, jusqu'à maintenant absolument indéchiffrées ni établies d'une façon précise. Le fait connu que les juristes cherchent encore la définition de l'essence même du «*droit*» est loin d'être unique. La sociologie n'arriva pas à établir clairement des notions centrales fondamentales telles que: «*société*», «*État*», «*organisation*», «*pouvoir*», «*violence*», «*progrès*» et autres (1). L'économie politique est toujours impuissante à donner une définition nette de la «*classe*» et cherche désespérément à se débrouiller dans une série d'apparitions et de phénomènes purement économiques. L'histoire envisage généralement les choses très à la légère, sans même s'occuper de leur essence, etc...

C'est encore pis quand il s'agit des doctrines et constructions sociales qui, prétendant se baser sur des données «*scientifiques*» précises, aspirent à dicter les voies de la vie, à créer des «*programmes*» concrets, et cherchent à intervenir d'une façon impérieuse dans l'évolution historique, à l'influencer, à lui donner une tendance définie. C'est avec une légèreté inconcevable que ces doctrines disposent de toutes sortes de notions et de termes absolument arbitraires, vagues, compris et interprétés différemment. C'est avec une insouciance surprenante que des systèmes entiers de croyances, de conviction et, enfin, d'actions sont érigés sur ces fondations instables et chancelantes.

Pour des raisons quelconques, on ne parle pas d'un tel état de choses. Sciemment ou inscivement, on ferme les yeux sur cette situation. On semble être satisfait, comme si telle notion ou tel terme étaient depuis longtemps établis et compris unitairement par tout le monde. A chaque instant, on met des mots en circulation. Au fait, ces mots sont creux, n'ayant aucune signification déterminée. En fin de compte, on s'habitue à lancer des paroles, sans même réfléchir à ce qu'elles veulent dire. Ainsi, la mauvaise habitude de parler avec des «*mots*» et non avec leur sens, dégénère en un vice encore pire: penser avec des mots, et non avec des notions.

Avec des termes nus sont analysées et discutées des théories sociales. Sur des termes bruts sont érigés des systèmes sociaux.

Qu'y a-t-il d'étonnant si à chaque pas nous avons des malentendus, des surprises, des confusions, des erreurs, des échecs et défaites? Qu'y a-t-il de bizarre que même les victoires n'amènent qu'à des «*crises*» et au chaos?

Jusqu'à ce que ces notions fondamentales que l'on pose comme premier élément des doctrines et systèmes sociaux ne soient pas profondément analysés et établies d'une façon précise et juste, - inévitablement l'action humaine errera à tâtons dans les ténèbres, et l'humanité n'apprendra à vivre et à progresser qu'au prix d'expériences atroces.

Indubitablement, l'anarchisme - en général et en son entier - traite les choses plus prudemment, plus

(1) De là son incapacité complète, non seulement à répondre, mais même à poser d'une façon plus ou moins sensée la question des relations entre la société «*et l'individu*»: celle du «*rôle de la violence*» dans l'histoire, et une série d'autres problèmes d'une importance prédominante. - La première tentative sérieuse d'établir la notion de la «*société*» et de poser clairement ces questions fut faite dans un ouvrage capital dont le début, parut récemment, et qui est dû à la plume d'un sociologue russe, le professeur P. A. Sorokine: «*Système de Sociologie*». Jusqu'à présent en ont paru les volumes I et II. (Édition Kolos, Petrograd, 1920).

scrupuleusement et plus profondément que les autres doctrines. Il examine les faits d'une façon plus réfléchie. Il ne se pare pas de la toque du faux «*savoir*», n'établit pas sur le vide des «*programmes*» immuables; il n'aspire ni ne cherche à commander les masses en démagogue. Il tente à saisir les tendances intimes réelles du processus social, à les mettre en évidence, à les déterminer, et à aider, dans la mesure du possible, à leur réalisation.

Pourtant, dans une certaine mesure, l'anarchisme prend involontairement certains vices des autres doctrines, paye assez souvent une certaine dette à leur légèreté, ne traite pas parfois les notions d'une façon suffisamment sérieuse, ne les examine pas assez profondément... De là ses déviations vers des conceptions qui lui sont étrangères, - souvent aussi son manque de savoir pour s'orienter, dans l'État des choses, d'une manière indépendante et juste.

L'une des notions les plus vagues et indéterminées (qui est cependant, toujours mise en circulation et joue un rôle considérable) est précisément celle de «*la politique*» et des «*choses politiques*» en général.

On réfléchit peu sur ces termes; on les considère comme définis depuis longtemps. Comme d'habitude, des doctrines entières sont construites sur eux. Mais que le lecteur s'efforce de donner une réponse vraiment nette à cette question: - *Qu'est-ce que «la politique» et les «choses politiques»?*

Nous nous imaginons bien l'activité «*économique*», «*administrative*», «*culturelle*», «*militaire*», «*diplomatique*», «*scientifique*» et ainsi de suite. Mais quelle est notamment l'activité particulière inhérente à la société humaine et portant la désignation spéciale de «*politique*»? En fin de compte, qu'est-ce, à vrai dire, que «*la politique*»? Quelles sont ses racines dans le passé, où gisent les sources de son origine? Quels sont sa place, son rôle et son importance dans la vie humaine contemporaine?

Il suffit de s'arrêter attentivement à ces questions pour voir que l'affaire est plus compliquée qu'elle ne le paraît à première vue. Une réponse précise s'annonce difficile. La notion des «*choses politiques*» devient compliquée et confuse. Et c'est, cependant, à chaque instant, à tort et à travers, que nous causons de «*la politique*» de «*l'activité politique*», de la «*lutte politique*», de «*l'ordre politique*», etc... sans réfléchir au sens exact de ces expressions. Il est facile de comprendre combien de malentendus, de faux jugements, de conceptions erronées et de conclusions inexacts doivent se produire lorsqu'on traite les choses à la légère.

Certes, il est impossible d'entreprendre une analyse détaillée et de donner une définition des notions en question dans cette courte lettre. Cette analyse n'est d'ailleurs pas même envisagée ici. Elle pourrait être l'objet d'un ouvrage spécial. Mais pour éclaircir l'essence de la situation «*politique*» en Russie, il est nécessaire de formuler ici-même, quoique brièvement, certaines thèses qui dériveraient d'une telle analyse.

1- Il n'existe pas en réalité une activité spécifique «*politique*» qui serait organiquement inhérente et nécessaire à la société humaine.

2- Dans la marche du processus historique, l'élément social organisateur normal, nécessaire dans toutes les branches de l'activité humaine (économique, culturelle, etc...), fut, pour une suite de raisons, substituée par un autre élément qui dénatura complètement ce premier élément naturel (2), et qui reçut par la suite le nom de «*politique*». (Plus tard, la notion naturelle «*société*» fut substituée, de la même façon, par la notion artificielle «*État*»).

3- Que nous demandions tant que nous voudrions à l'histoire, quel genre d'activité et d'institutions sont désignées dans le passé (comme dans le présent), par le mot «*politique*» - toujours et partout nous trouverons la même réponse; par «*politiques*» étaient et sont désignés telle activité et tel système d'institutions qui réservent aux uns (minorité privilégiée) la possibilité matérielle et le droit formel («*juridique*») d'opprimer et d'exploiter économiquement les autres (majorité laborieuse). Au fond, la politique n'a jamais été et ne peut être autre chose que cela.

4- L'«*action politique*», «*l'ordre politique*», etc..., sont propres, non pas à la société humaine, mais seulement à l'élément temporaire d'oppression et d'exploitation (de la majorité laborieuse par une minorité privilégiée) dans la société humaine.

(2) Je désigne dans ce cas par «*normal*» et «*naturel*» tout ce qui est lié à l'essence même du processus de l'évolution humaine, lui étant organiquement nécessaire. Je traiterai cette question en détail (de même que celle de la «*substitution*») dans un ouvrage à part.

5- Tout «*pouvoir politique*» est une manifestation concrète, un levier et un instrument de cette exploitation et oppression. Il n'a jamais été et ne peut être autre qu'ainsi. Si l'élément exploiteur est présent, il enfante le pouvoir politique qui s'appuie sur lui, le représente, le protège. S'il n'existe pas, le pouvoir politique le crée.

6- Une machine destinée à déchiqueter ne peut lier. De même un appareil monté spécialement pour l'oppression et l'exploitation ne peut devenir un instrument d'émancipation. Une fois installé et mis en marche, l'appareil du pouvoir politique n'est capable que de donner mécaniquement le résultat qui lui est propre. Qu'il soit installé par n'importe qui, et quels que soient ses buts et son nom, - infailliblement, il donnera, en fin de compte, toujours le même effet: création d'une minorité privilégiée et par la suite - exploitation et asservissement de la majorité laborieuse par cette minorité.

7- Tout pouvoir politique est toujours le péril d'une société humaine normale. En aucun cas il ne peut servir de voie pour mener à cette dernière. Du premier coup, il mène directement à côté du chemin juste - s'en éloigne toujours davantage, par une tout autre route. Il est absolument inutile, aussi bien pour l'organisation primaire de la société normale, que pour sa protection, sa vie et son évolution.

8- Tous les pouvoirs politiques sont dans leur essence parfaitement égaux et identiques. On ne peut parler sérieusement d'aucun pouvoir politique «*ouvrier*» ou «*prolétaire*», d'aucun «*gouvernement ouvrier*» ou «*révolutionnaire*». Toutes ces notions sont creuses, irréflechies, absurdes; ou alors ce sont des fables pour des «*poires*». Tous ces termes sont aussi insensés que «*glace chaude*» ou «*feu froid*».

9- Dans une révolution qui aspire à l'anéantissement de l'asservissement, de l'oppression, de l'exploitation, pour amener à une société normale et libre, il faut, en premier lieu, que toute allusion à un pouvoir politique soit disparue. Même les premiers pas d'une telle révolution doivent et ne peuvent être faits qu'à la condition de l'absence du pouvoir politique et sur un champ complètement déblayé de ce dernier. La restauration ou le plus infime maintien du pouvoir politique est infailliblement la défaite de la révolution et le rétablissement de l'exploitation.

10- Le soi-disant «*pouvoir soviétiste*» n'est qu'un bluff colossal, la même absurdité que «*pouvoir ouvrier*» ou «*révolutionnaire*».

Telles sont succinctement, les thèses conséquentes de l'analyse des notions: «*la politique*» et les «*choses politiques*».

Mais quel rapport peut avoir tout ce qui vient d'être dit avec «*la situation politique*» en Russie moderne?

Ce rapport est le suivant:

1- Le sens des affirmations formulées plus haut est confirmé d'une façon éclatante et indiscutable par tout le processus de la révolution russe et par ses résultats.

2- Ce sens (qui, malgré toute son importance, n'est pas encore tout à fait clair ni complètement établi théoriquement) est, dès aujourd'hui et à jamais assimilé clairement, fermement et inébranlablement par les vastes masses laborieuses de la population russe d'après à expérience immédiate et vivante de la révolution et de ses fruits.

Le trait le plus caractéristique de la «*vie politique*» en Russie au cours des années révolutionnaires est que d'innombrables masses laborieuses eurent la possibilité concrète, de voir de leurs propres yeux, d'essayer sur leur propre dos et d'apprécier convenablement toute la gamme des idées politiques, toute la galerie des hommes et des pouvoirs politiques.

Dans le défilé des régimes politiques qui se succédèrent les uns aux autres, la Russie a pu observer consécutivement: la monarchie, la «*république bourgeoise*» tout court, «*démocratique*», de «*coalition*», et enfin, la république «*rouge*», «*révolutionnaire*», «*prolétaire*». Certaines contrées (Sibérie, Ukraine et autres) assistèrent, à plusieurs reprises, à la réapparition des gouvernements et virent toute sorte de pouvoirs plusieurs fois, goûtèrent tous les systèmes politiques les uns après les autres, en commençant par ceux de l'extrême droite pour finir par ceux d'extrême gauche.

Ce n'est pas tout. Il est nécessaire de noter encore une circonstance exceptionnelle. Dans la révolution russe il y eut un moment plus ou moins prolongé (d'août à novembre 1917) où l'alternative du pouvoir poli-

tique se dressait comme telle, distinctement, en pur principe. A cette époque, la bourgeoisie n'avait plus au fond aucune force réelle: au fait, le pouvoir existant ne pouvait ni la représenter, ni la défendre; les masses laborieuses commençaient, d'elles-mêmes, à s'emparer de l'appareil économique. Au début de ce processus la question de la nécessité dans le but d'un succès complet - de saisir et d'organiser le pouvoir politique, fut posée. Les bolchevicks insistaient sur la mainmise, les anarchistes - sur la liquidation pure et simple du pouvoir et sur le passage à l'œuvre de construction économique et sociale non-autoritaire. Pour plusieurs raisons (que nous révélerons ailleurs) ce fut l'idée politique qui l'emporta. Elle avait encore du crédit!... Voilà, donc, l'ancien pouvoir tombé, - le nouveau installé. Par la suite, c'est comme tel que ce nouveau pouvoir devait servir de levier pour passer à la société nouvelle. Il se nommait pouvoir de la classe laborieuse et se faisait fort de mener sa mission émancipatrice jusqu'à bout. Ainsi, pour la première fois dans l'histoire, la révolution russe «*mit à nu*» la question du pouvoir politique, l'«*isola*», l'ayant posée à part, en pur principe, à la face des masses laborieuses. Cette «*mise à nu*» démontra aux masses d'une façon palpable tout le vrai fond de la «*politique*», toute la fausseté du principe politique lui-même. Mis à nu, le pouvoir politique dévoila visiblement son impuissance organique pour la tâche de construction d'une société nouvelle et mit en évidence sa mission séculaire: ne servir que de source à de nouveaux privilèges et de nouvelles exploitations. Lorsque, par la suite, les masses se persuadèrent de la fausseté, de l'inexactitude et du péril du principe de pouvoir politique, - ce fut trop tard... Le nouveau pouvoir avait achevé son œuvre néfaste: il avait tué la révolution et s'était transformé en force réactionnaire sanguinaire qui se défendait contre la vraie révolution.

Pour résultat de toute cette énorme expérience, des masses considérables de la population laborieuse russe s'imprégnèrent d'une conviction profonde que la politique, l'action politique et le pouvoir politique ne peuvent avoir non seulement aucun rapport avec la tâche de l'émancipation des travailleurs, mais lui sont au contraire hostiles. Si cette conviction n'est pas encore saisie par la population en termes précis de compréhension, - d'instinct elle est acquise et assimilée fermement. Tout ce qui a été formulé ci-dessus par rapport à la notion des «*choses politiques*», est maintenant clair à chaque ouvrier et paysan russe qui a bien analysé et établi cette notion par lui-même, Il sait bien aujourd'hui ce qu'est «*la politique*»: exploitation, oppression et rien de plus. «*Nous avons assez essayé les blancs comme les rouges... Tous sont bons, tous se valent... Nous ne voulons plus rien savoir de personne, d'aucun pouvoir... A quoi est-il bon, le pouvoir? Nous nous arrangerons bien nous mêmes...*». Voilà ce que depuis 1921, on pouvait entendre à chaque pas, dans les coins les plus reculés de Russie.

Par rapport au fond de la situation «*politique*» en Russie moderne, nos conclusions générales sont du même caractère que celles sur la situation économique.

Également, dans le domaine politique l'«*esprit destructeur*» fit son œuvre jusqu'au bout. Il brisa en mille pièces toutes les illusions et systèmes politiques anciens comme modernes. Il éparpilla au vent, toutes les conceptions et erreurs politiques qui subsistaient du passé. Ayant détruit, en octobre 1917, la chimère du pouvoir dit «*de coalition*» et donné jour au pouvoir soi-disant «*ouvrier*», - peu après, il détruisit de fond en comble cette dernière construction aussi. Il a matériellement, d'une façon palpable aux masses travailleuses, réduit à l'absurdité et à l'effroi tout le cycle des mirages politiques, y compris les plus extrémistes. Eu conséquence, c'est l'idée même du pouvoir politique, de l'État et de la dictature politique, c'est toute possibilité d'accepter dans l'avenir un système politique quelconque qui furent extirpées des cerveaux des masses. En même temps - (ce qui n'est pas moins essentiel) - l'idée d'un parti politique s'est à jamais effondrée. Cette idée aussi, est, enfin, brisée sans possibilité de retour.

L'expérience atroce de toutes sortes de régimes politiques amena naturellement la mort du principe politique lui-même. Les bases mêmes d'une vie politique quelconque sont, en Russie, détruites - aussi bien en réalité que dans l'esprit des masses laborieuses. L'idée même de ces bases n'est plus. Tout élément d'une action politique a irrévocablement vécu (3).

Mettons également en évidence l'autre côté du problème. «*L'esprit créateur*», s'est-il manifesté? Les bases politiques anéanties, sont-elles remplacées par d'autres formes concrètes quelconques, non politiques? La réponse est évidemment négative. L'absence d'un résultat créateur économique et social indiquée dans la précédente lettre l'a fait déjà prévoir.

(3) Soulignons ici qu'à notre avis, le centre de gravité gît, non pas dans la question de l'État ou de la «*dictature*», sur laquelle on discute tant actuellement, mais précisément dans celle du principe politique comme tel. C'est l'évanouissement de ce dernier qui entraîne logiquement la disparition du mirage de l'État, de la néfaste idée d'une dictature politique et de la notion du parti politique. Nous croyons qu'il est nécessaire de continuer à frapper infatigablement l'idée politique en général. Lorsqu'elle sera morte, le terme de «*dictature*», s'il subsiste) cessera d'être un épouvantail.

Il est nécessaire de prendre ici en considération, la différence caractéristique entre les côtés économiques et politiques du processus social et révolutionnaire. Il va de soi que la vie économique est destinée à renaître. Sa destruction n'est que passagère. Le sens même du processus est un nouvel épanouissement économique créateur. Quant à la «*politique*», elle doit précisément disparaître. Sa destruction, c'est son but.

L'anéantissement complet du mirage de la forme politique, la démonstration matérielle de sa nocivité, et le déblaiement de la voie pour l'idée d'une création sociale et révolutionnaire apolitique; telles sont les acquisitions «*politiques*» de la révolution russe. Tel est son sens politique.

Terrain rasé et brûlé, qui attend une construction non politique. Tel est le fond de la «*situation politique*» actuelle en Russie.

- *Mais permettez, - pourrait demander certain lecteur, - et «les Soviets»? Ne sont ils pas précisément, la forme neuve d'une organisation politique (des travailleurs) érigée à la place des autres ruinées?*

La réponse ne peut-être que celle-ci:

Ce sont justement les Soviets et leur aventure qui prouvèrent, on ne peut mieux, aux masses laborieuses russes (et qui nous démontrent aussi) que, quels que soient les qualificatifs et les formes d'une idée politique, quelle que soit la toge dont elle puisse se parer, - son fond reste toujours vieux: création de privilèges, violence de pouvoir sur les masses laborieuses et leur exploitation. Depuis longtemps déjà, il n'y a rien d'autre de nouveau dans les Soviets, que leur nom. Au début de la révolution, on entendait surtout par l'idée des Soviets, une idée économique et sociale, d'après laquelle ils devaient servir d'organes de liaison librement élus et construits. La révolution déviée sur la voie politique, et l'irréalisation des résultats économiques créateurs aboutirent à ce que les Soviets se transformèrent en organisations politiques et devinrent des appareils du pouvoir. Ainsi métamorphosés, ils dégénérèrent rapidement en organes d'oppression, d'asservissement, de duperie et d'exploitation des travailleurs par une nouvelle caste remplissant ces institutions de ses créatures, à l'aide d'une tromperie électorale organisée. Les Soviets cessèrent ainsi, depuis longtemps, de se distinguer, en quoi que ce soit, de n'importe quelle institution administrative. Quant à leur nom «*ronflant*», il est resté comme décor pour les «*pires*».

Ce sont précisément les Soviets et leur histoire qui portèrent à l'idée politique le coup le plus fort.

- *Et le pouvoir communiste, le gouvernement révolutionnaire lui-même? - peut encore demander le lecteur, - il existe pourtant; il y a donc dans le pays un nouveau système et pouvoir politiques?*

A cette question nous répondons:

Il y a, aujourd'hui, dans le pays, de nouveaux maîtres tyranniques qui, à l'aide d'une tromperie et d'une terreur monstrueuse, ont terrassé et lié poings et pieds, les masses laborieuses comme cela est arrivé plus d'une fois dans l'histoire. Ces maîtres, sont-ils reconnus par la population? Sont-ils stables? Représentent-ils réellement, une acquisition nouvelle dans le domaine politique? Certes, non. Le pouvoir communiste d'aujourd'hui ne représente au fond, rien de neuf. Comme les Soviets actuels, il n'est qu'une preuve éclatante de plus, que tout pouvoir politique signifie exploitation et asservissement des masses laborieuses. Si ce pouvoir «*nouveau*» tient encore, ce n'est toujours que par le même système: saignée monstrueuse de la révolution, épuisement absolu des masses, tromperie fantastique et terreur implacable. Des milliers de faits déjà connus s'accumulent chaque jour le prouvent indiscutablement. Par de tels procédés, en s'appuyant sur des baïonnettes aveugles, etc..., le pouvoir peut encore tenir comme avait tenu l'absolutisme de Nicolas II ou comme tiennent les gouvernements réactionnaires des autres pays. Mais il serait ridicule de parler de quelque chose de «*stable*» et de «*nouveau*». Chaque jour de son existence, ce pouvoir donne des preuves irréfutables que tous les pouvoirs sont également «*vieux*», et ne fait que porter des coups nouveaux à l'idée même de la politique et du pouvoir.

Il se présente encore une question. La complète chute morale de toute forme politique, la désillusion absolue de la population laborieuse dans toute politique, - en liaison avec l'absence de n'importe quel résultat créateur dans la révolution, - ne peuvent-elles pas donner des fruits néfastes? Ne s'y cache-t-il pas le danger d'une passivité profonde des masses, et la possibilité d'une restauration facile de la monarchie sur un terrain si propice? Il sera, certes, intéressant au lecteur de connaître à cet égard le point de vue de Kropotkine. J'ai pu l'occasion de lui parler peu avant sa mort, au début de novembre 1920 (étant libéré de prison, j'ai passé à cette époque quelques jours à Moscou). Son opinion fut le suivant: les acquisitions

sociales de la révolution russe ne sont pas suffisamment profondes (moins profondes que celles de la révolution française de 1789); par conséquent, si même la révolution française aboutit à une réaction durable, il est d'autant plus inévitable en Russie qu'un recul ferme se produise et aboutisse à la restauration d'une monarchie pour plusieurs dizaines d'année.

Est-ce vrai? Kropotkine a-t-il raison? Quelles sont à cet égard les perspectives ultérieures, et une restauration pure et simple n'est-elle pas, en effet imminente malgré tous les événements vécus?

A ce sujet, - comme aux perspectives possibles économiques, en rapport avec d'autres aspects des événements, je consacrerai ma prochaine lettre.

Juillet 1922.

VOLINE.
